

GOUVERNER SANS LE PS

Le CDH offre la possibilité historique de rejeter les socialistes dans l'opposition en Wallonie et à Bruxelles. Ce serait la fin d'un système. Ceux qui l'ont défié parlent d'une « libération ». Se libérer de la toile du socialisme dominant n'est toutefois pas une sinécure. Témoignages sans tabous.

PAR OLIVIER MOUTON

Au pouvoir de façon ininterrompue depuis trente ans en Wallonie, omniprésent depuis la création de la Région bruxelloise en 1989, le PS verrouille la politique au sud du pays. Il imprime le rythme socio-économique, tandis que ses détracteurs regrettent la lenteur du redressement wallon. Il s'approprie les institutions (*voir nos infographies pages 21 et 22*), alors que le nord du pays fustige les complexités francophones, singulièrement à Bruxelles. Il dévoie la gouvernance, aussi, comme l'ont démontré les affaires Publifin et du Samusocial. Le PS n'est pas le seul à dérapier, mais il est dominant, archidominant. Voilà pourquoi Benoît Lutgen, président du CDH, a tiré la prise des trois gouvernements régionaux et communautaire, le 19 juin. « Le PS, présent depuis trente ans, a une responsabilité écrasante », clame celui qui a été qualifié en retour de « traître » par Elio Di Rupo.

Mais gouverner sans le PS n'est pas aussi simple qu'il y paraît, tant tout est cadenassé. Le Vif/L'Express est parti à la rencontre de ceux qui ont tenté l'expérience à Molenbeek, à Namur, à Schaerbeek ou au fédéral. Ceux-là mêmes qui se sont cassé les dents, aussi, sur le « système » PS. Un voyage sans tabous. Qui illustre combien il pourrait être sain de voir l'inamovible parti au pouvoir suivre une cure d'opposition. « Une mesure de salubrité publique », pour reprendre les termes de la coprésidente Ecolo, Zakia Khattabi. Moteur.

La nuit du lundi 16 au mardi 17 octobre 2012 reste dans les mémoires comme un moment charnière de la vie politique

bruxelloise. A Molenbeek, la libérale Françoise Schepmans renverse l'immuable bourgmestre socialiste Philippe Moureaux, qui faisait la pluie et le beau temps dans la capitale depuis des décennies. Ce putsch en bonne et due forme, accompli avec le soutien des écologistes et des humanistes, est la conséquence d'un jeu de dominos entamé à Schaerbeek – avec le renvoi confirmé de Laurette Onkelinx (PS) dans l'opposition par le FDF et le CDH – et prolongé à Bruxelles-Ville – avec le rejet de Joëlle Milquet (CDH) par les socialistes, en guise de représailles. « Mon arrivée au mayorat fut un fameux choc dans la commune, se remémore Françoise Schepmans. Et plus particulièrement encore, au sein de l'administration. Parce que c'était totalement inattendu et que, en outre, j'étais une libérale. »

Les « grandes familles » du PS

La bourgmestre se souvient d'avoir découvert un univers communal « digne du film *Les Grandes Familles* avec Jean Gabin ». « Quelques familles occupaient tous les leviers de la commune. Ce n'était pas une fiction, c'était la réalité. » Le niveau de l'administration (1 300 fonctionnaires) laissait lui aussi à désirer, accuse-t-elle : « Pendant des décennies, les fonctionnaires étaient engagés sans examen, certains rentraient comme niveau 2, suivaient des cours du soir, puis obtenaient un poste de direction. Nous avons relevé le niveau d'exigence pour ces fonctions. Mais un tel processus prend du temps. C'est compliqué. Il faut de la patience. Il faut donner des objectifs précis et sans cesse revenir sur ces objectifs. Nous avons mis en place une politique de ressources humaines qui était inexistante, organisé des réunions hebdomadaires entre les services... Cette rupture était indispensable. »

Le chemin de croix de Françoise Schepmans est aggravé par les difficultés financières de la commune, apparues de façon criante à son arrivée. « Nous sommes désormais sous plan d'assainissement, ce qui signifie que l'on ne peut plus recruter des forces vives au sein de l'administration. C'est compliqué, mais ça nous a forcés à être plus créatifs. Attaquée de toutes → → parts, la nouvelle équipe s'est serré les coudes. Les attentats ont forcé certains fonctionnaires à dépasser leurs contingences personnelles pour travailler au service de la commune. Mon objectif, c'était de remettre de l'ordre. De rendre le fonctionnement de nos institutions plus transparent, aussi. Le travail

est en cours... » Toujours dans l'adversité.

Aujourd'hui, la bourgmestre se félicite de l'ouverture prochaine de deux nouvelles écoles pour faire face à l'explosion démographique. Elle engrange les avancées, consciente que Rome n'a pas été érigée en un jour. Au prochain scrutin de 2018, elle affrontera d'ailleurs Catherine Moureaux, la fille de Philippe, qui a déménagé de Schaerbeek à Molenbeek. « Elle touchera peut-être les nostalgiques de l'ancien régime parce qu'il y en a, bien sûr, lâche-t-elle, fataliste. Nous verrons bien... »

L'araignée PS déploie sa toile

Son collègue libéral Richard Miller, député fédéral et patron du centre d'études du MR, connaît bien l'immense force du PS au pouvoir. Et pour cause : il vient de Mons, là où Elio Di Rupo impose sa marque depuis trente ans, et fut même son échevin. S'il n'est pas né de la dernière pluie, et s'il entretient des contacts cordiaux avec les socialistes, Miller avoue pourtant avoir réfléchi avec davantage d'acuité au poids du PS depuis la désignation de Mons comme capitale européenne de la culture en 2015.

« C'était un formidable projet, que je suis même allé défendre avec Elio Di Rupo devant la Commission européenne, raconte-t-il. Mais une fois notre désignation acquise, les métastases de l'appareil socialiste se sont développées. Tel ou tel PS occuperait telle place. Le sponsoring passerait forcément par les administrateurs socialistes : Ethias, la RTBF, Solidaris... En deux temps trois mouvements, c'est devenu tout un bazar culturel socialiste. Et moi, je suis parti... » La gestion de Mons 2015 a, depuis, été controversée. De même que l'absence de vision à long terme de l'événement.

« C'est une logique d'appareil qui se développe d'elle-même, automatiquement, prolonge Richard Miller. Je ne suis même pas sûr qu'Elio ou Laurette décident vraiment ce qu'ils veulent décider au sein de leur parti, je crois en réalité que cela s'impose à eux. Un autre exemple ? Je viens d'être interviewé à l'occasion du 20^e anniversaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). En 2003, quand j'étais ministre, je voulais lui donner un vrai statut d'indépendance. Le PS y était favorable. Mais après mon départ, c'est la même logique qui s'est imposée : l'administration était socialiste, le nouveau ministre socialiste, le patron de la

RTBF socialiste et le directeur du CSA a été socialiste. C'est une pieuvre qui ne cesse d'étendre ses tentacules ! »

Alors, oui, le député goûte avec un plaisir malicieux l'expérience actuelle au fédéral, où le MR a déjà renvoyé le PS dans l'opposition, un fameux jour d'octobre 2014, avec cette suédoise qualifiée alors par le PS de « kamikaze ». Aujourd'hui, les libéraux s'amuse de voir les socialistes boire la tasse. « Enormément de choses sont possibles sans les socialistes, jubile Richard Miller. Je résumerais ça avec une image : sous le gouvernement Di Rupo, dans lequel le MR se trouvait aussi, on traquait les chômeurs ; sous le gouvernement Michel, on ne traque plus les chômeurs, on crée de l'emploi. Pourquoi ? Parce qu'il y avait un blocage purement idéologique de la part des socialistes contre la baisse des charges, le saut d'index, la flexibilité du marché du travail... Nous ne devons plus ferrailer en conseil des ministres contre Laurette Onkelinx pour venir en aide aux entreprises. Et on peut dire la même chose en matière de sécurité. Tout est plus facile. Le départ du PS ? C'est libérateur ! »

Pour autant, le Montois sait parfaitement une chose : au fédéral, ce sont surtout les vestiges de « l'Etat CVP » qui ont donné du fil à retordre aux libéraux. Le poids du PS y était moins problématique. Dans les Régions et en Communauté française, par contre, « l'araignée » socialiste contrôle tout...

« Un problème culturel grave »

Ancien secrétaire fédéral d'Ecolo, président sortant du CPAS de Namur où CDH, MR et Ecolo ont provoqué un séisme en boutant le PS dans l'opposition en 2012, Philippe Defeyt a un avis éclairé sur la question. « L'occupation du pouvoir par le Parti socialiste en Wallonie depuis trente ans pose un problème culturel important, insiste-t-il. A cause de cette longue présence et d'une politisation inacceptable, il y a aujourd'hui un déséquilibre criant entre la diversité de la société wallonne et son administration... » Selon les derniers chiffres du Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative), 86 % des fonctionnaires sont étiquetés PS ou CDH. Sans compter une surreprésentation écrasante au niveau des intercommunales ou des organismes parapublics.

« Le résultat ? C'est que cela empêche toute autre manière de

penser», juge Philippe Defeyt. Car tout est cadenassé. L'écologiste en veut pour preuve le secteur du logement social qu'il connaît bien, en tant que président du Conseil supérieur du logement. Ecolo a récemment exprimé des critiques au sujet de la réforme proposée par la majorité PS-CDH : 38 000 personnes sont sur une liste d'attente, mais la coalition augmente encore le plafond de revenus pour favoriser la mixité. « Le débat n'est tout simplement pas possible, dit Defeyt. Lors d'une réunion rassemblant les acteurs du secteur, il y avait une quinzaine de socialistes et un CDH. Moi, Ecolo, je n'y participais qu'à titre consultatif, en ma qualité de président du Conseil supérieur. Cette omniprésence socialiste écrase tout sur son passage. »

Selon Philippe Defeyt, cela engendre en outre de sérieux problèmes de loyauté de la part de fonctionnaires. « Certains privilégient les demandes de leur parti. D'autres préviennent les communes de leur bord politique avant un appel à projets afin qu'elles partent avec une longueur d'avance par rapport aux autres. C'est grave. Je défends le droit d'un fonctionnaire à donner son avis, mais lorsqu'une décision politique est prise, il doit l'exécuter ! Le problème, aussi, c'est qu'à force de devoir remplir les cases, il arrive que le parti dominant place des gens parfaitement incompétents, nommés uniquement parce qu'ils ont la bonne couleur au bon moment. Le dossier Publifin a montré comment on utilisait des structures pour récompenser des mandataires fidèles. » Des pratiques en voie de disparition, reconnaît-il. Mais lentement, trop lentement.

Aux yeux de celui qui est devenu une sorte de sage de la politique francophone, le mal est profond : « Je ne suis pas un antisocialiste primaire, cela n'a pas de sens. Mais ce serait intéressant que le PS vive une cure d'opposition. Et si une alliance alternative voit le jour, elle devra remettre de l'ordre. » →

→ Une administration aux ordres

Cette difficulté à mener une politique alternative au sud du pays, l'écologiste Philippe Henry l'a expérimentée concrètement lors de la législature précédente. Ministre wallon de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, il devait porter des réformes structurelles importantes pour la Région. Qui heurtaient de front les structures en place et les municipalistes de tous bords. « Mon expérience ministérielle fut difficile, confesse-t-il. Une tripartite, c'est par définition plus compliqué à gérer qu'une coalition à deux. Mais ce le fut davantage encore pour nous, écologistes, car nous étions les

seuls à ne pas être représentés structurellement au sein de l'administration – nous ne le voulions pas, d'ailleurs... Le PS est très professionnel dans son approche, dans la formation de ses cadres... C'est un bloc. Qui peut engendrer le meilleur, mais aussi le pire. »

Si Philippe Henry a dû batailler ferme contre la machine socialiste, il s'est également heurté, dans ses compétences, aux résistances tout aussi coriaces du CDH. « Ce qui nous distingue, chez Ecolo, tant du PS que du CDH, c'est notre volonté de déterminer des critères objectifs pour concrétiser notre volonté politique, explique-t-il. C'est totalement antinomique avec ce que veulent socialistes et humanistes. En entamant ma réflexion sur la réforme de l'aménagement du territoire, je proposais d'objectiver les choses, notamment sur la base du calcul de la densité de population. Immédiatement, en retour, il y a eu une très forte mobilisation du PS via une carte blanche publiée par une série de députés-bourgmestres à qui cela ne convenait pas du tout... Socialistes et humanistes défendent la liberté des communes, mais c'est surtout pour pouvoir les choisir en toute subjectivité et négocier individuellement avec elles. » Une façon de déployer leur toile clientéliste, en somme...

Portant une approche radicalement différente de ses partenaires, Philippe Henry savait qu'il n'aurait pas la tâche aisée. Mais au cœur de plusieurs négociations délicates, il s'aperçoit soudain que les ministres des deux autres formations disposent de notes confidentielles grâce à des fuites délibérées au sein de l'administration. « Nous nous en rendions compte parce qu'ils faisaient état d'informations que nous n'avions pas communiquées. C'est tout à fait inadmissible. De même, il y avait un vrai problème de diligence au niveau de l'administration, avec laquelle la confiance n'existait pas. On devait systématiquement refaire le travail au sein du cabinet. Quand on recevait le dossier à temps : le plus souvent, les fonctionnaires concernés traînaient dans l'exécution de ce que nous leur demandions alors que les autres groupes politiques nous harcelaient parce que nous n'allions pas assez vite. » Par contre, lorsqu'un collègue humaniste souhaite accélérer l'examen d'un dossier en fin de législature, sa requête passe comme une lettre à la poste. De quoi devenir fou...

« La modernisation et la redynamisation de la fonction pu-

blique constituent un chantier essentiel pour la Wallonie, insiste l'ancien ministre. Jean-Marc Nollet, Ecolo lui aussi, s'y était employé en créant une école d'administration publique, mais cette volonté politique a fortement regressé depuis. Or, la politisation pose de vrais problèmes d'indépendance. » C'est dit : PS et CDH auraient organisé au fil des années un système à leur service. Un entre soi. Dont il sera difficile de s'extirper rapidement.

« Gouverner sans le PS, c'est possible »

Revenons au début du jeu de dominos consécutif aux communales de 2012. C'est à Schaerbeek que tout avait commencé. Six ans plus tôt, d'ailleurs. En 2006, Bernard Clerfayt (DéFI), bourgmestre de cette localité bruxelloise depuis 2000, renvoie le PS dans l'opposition après le parachutage de la Liégeoise Laurette Onkelinx dans la commune. Elio Di Rupo l'apprend, sidéré, en direct à la télévision. La vice-Première PS, elle, découvre la « trahison » – le mot était déjà à la mode – sous les huées en arrivant à la maison communale. Aujourd'hui, Bernard Clerfayt dirige toujours Schaerbeek à la tête d'une majorité comprenant des libéraux (qui ont rejoint DéFI), Ecolo et le CDH. C'est devenu un laboratoire.

Depuis le début de la crise amorcée par Benoît Lutgen, Bernard Clerfayt est donc l'incarnation de ce qui est devenu un slogan : « Gouverner sans le PS, c'est possible. » « Je n'ai pas de recette et je n'ai pas la prétention d'être un gourou, précise-t-il dans un sourire. Mais s'il est possible de mettre ensemble des partenaires qui semblent a priori antagonistes, c'est parce que l'on se concentre sur le concret, sur le réel. Nous parvenons à échapper aux enjeux purement politiques, aux grands débats idéologiques, que ce soit en faveur du service public ou de l'initiative privée. Nous voulons être pragmatiques pour répondre aux attentes des gens. Etre orienté résultats. Le tout en interaction avec les citoyens : nous organisons beaucoup de réunions dans les quartiers. » Le PS version marxiste, qui brandit les dogmes face au PTB ? Très peu pour lui.

Le « modèle schaerbeekois » a l'ambition de mélanger les contraires, de confronter les divergences et de dépasser les idées reçues. Une attitude rendue possible par le dépassement des idéologies et l'absence d'un parti écrasant les autres. « Gé-

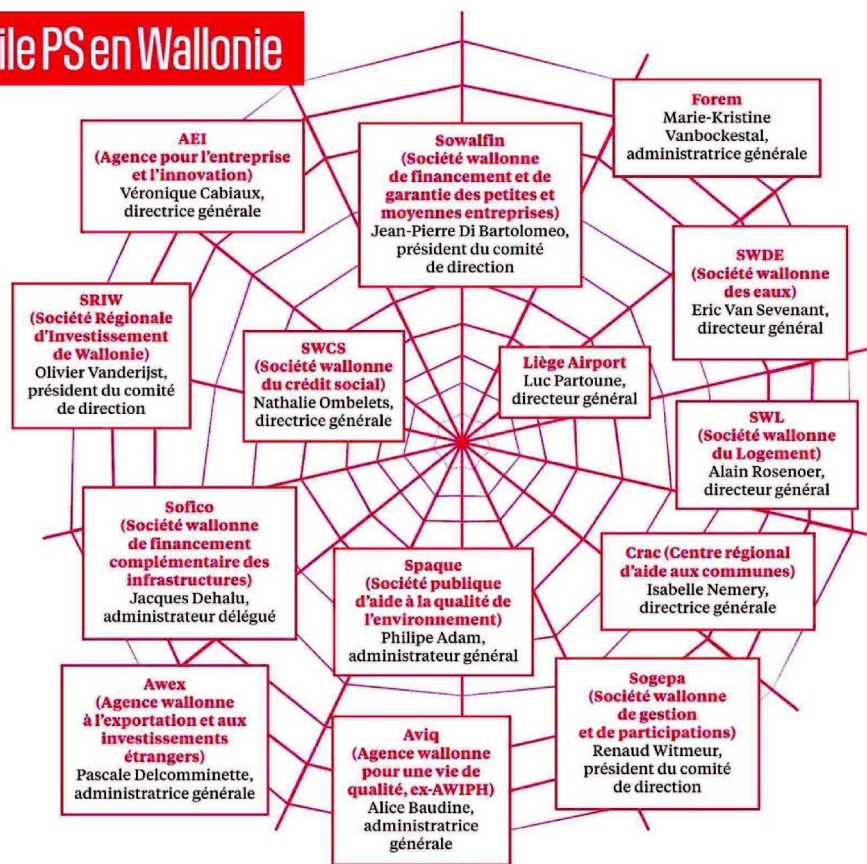
néralement, le plaidoyer pour davantage de sécurité dans les rues est considéré comme un discours de droite, illustre Clerfayt. Pourtant, la présence d'agents de quartier et la réduction de l'insécurité, c'est aux pauvres que cela profite le plus. Un autre débat sensible dans la ville, c'est la place de la voiture ou du vélo qui divise libéraux et écologistes. Mais remettre la vie de quartier, n'est-ce pas aussi bon pour les restaurateurs ou les commerçants ? Et plus il y a des citoyens à vélo, plus l'espace est confortable pour les voitures, non ? Etre pragmatique, c'est faire bouger les choses en dépassant les blocages idéologiques ! Dans ma majorité, il n'y a pas de ressentiments permanents, pas de bagarres entre clans... »

La dynamique est-elle transposable ? « Je ne pense pas que le positionnement du MR et d'Ecolo soit forcément semblable dans une ville de tradition socialiste comme Charleroi, où le PS a appris à partager... Mais ce qui est sûr, c'est qu'il faut du pragmatisme, de la transparence, de l'ouverture aux citoyens. Il faut recréer de la confiance après les affaires parce que s'il y a une certitude, c'est que la politique continuera à exister. L'assainissement des pratiques est absolument nécessaire. » Son président de parti, Olivier Maingain, le dit plus crûment ces derniers jours, en ciblant Joëlle Milquet, l'ex-ministre CDH inculpée dans une affaire d'emplois fictifs : « Chacun doit nettoyer ses écuries. »

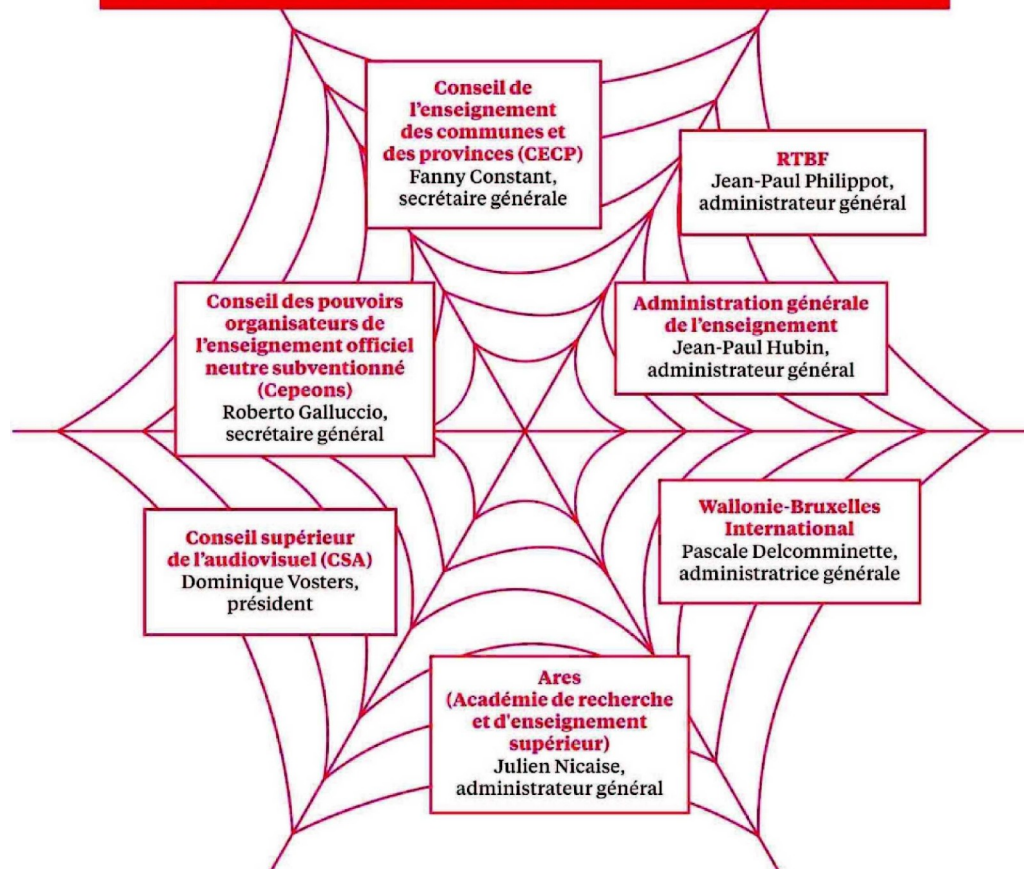
Avec ses partenaires, le DéFI schaerbeekois entend, pour sa part, mettre en œuvre une nouvelle culture politique, frappée du sceau du bon sens. Une métaphore de ce qui serait souhaitable à la Région ? « Le patron Baudouin Meunier, cosignataire d'une lettre publiée il y a un an avec Johnny Thijs et Bernard Delvaux, a raison de dire aujourd'hui que l'on doit avant tout avoir une majorité régionale orientée vers les résultats, relève Bernard Clerfayt. Elle doit être capable de dire aux citoyens, les yeux dans les yeux : "Il y aura moins de bouchons et davantage de confort pour les habitants." Nous devons tous ramer dans la barque. Et si les vents sont contraires, il faut ramer plus vite qu'eux, sans se lamenter, c'est tout ! »

L'incertitude demeure en Wallonie et à Bruxelles, deux semaines après le coup de poker du CDH. Mais pour ces intrépides de la politique, il ne faut pas manquer l'opportunité unique de renvoyer le PS dans l'opposition. Parce que ce serait une alternance saine, démocratiquement. Parce que ce serait une bouffée d'air, aussi. La possibilité de tenter une autre politique, autrement. En brisant la chape de plomb d'un socialisme dont la rose apparaît définitivement fanée avec les affaires. ♦

La toile PS en Wallonie



La toile PS en Fédération Wallonie-Bruxelles



BRUXELLES : LE PS À TOUS LES ÉTAGES... ET POUR LONGTEMPS!

Ejectable ou non de la majorité à Bruxelles, le PS a eu le temps de placer des camarades aux fonctions dirigeantes de la plupart des opérateurs publics. Une mainmise renforcée par la création d'une multitude de nouveaux organismes pararégionaux.

PAR OLIVIER ROGEAU

Des agents des services publics bruxellois nous confirment ce que dénoncent, depuis des mois, des voix dans l'opposition et des associations qui luttent pour plus de transparence dans la sphère publique : jamais la politisation des fonctions de direction dans l'administration et les nombreuses entités parapubliques n'a atteint de tels sommets. La « révolution de la gouvernance » promise en 2014 par la nouvelle majorité n'a pas freiné le Parti socialiste bruxellois dans sa politique de mainmise sur les leviers sociaux, économiques et culturels de la Région, plaçant des camarades aux postes stratégiques.

Cette politisation touche même les rangs administratifs intermédiaires, du niveau « expert » à celui de « directeur », fonctionnaires eux aussi souvent issus des cabinets ministériels. « Côté francophone, la plupart d'entre eux sont socialistes, alors que l'éventail politique est plus diversifié chez les néerlandophones, constate une source interne. De plus, à la différence des directeurs des niveaux supérieurs, désignés pour un mandat de cinq ans après lequel ils peuvent être révoqués, ces fonctionnaires de rang intermédiaire sont nommés à vie. Cela signifie que bon nombre d'entre eux, quasi tous des trentenaires lors de leur nomination, seront toujours en place dans vingt ou trente ans, même au cas où le PS serait dans l'opposition. Si le PS est éjecté du gouvernement, le fossé entre cabinets et administrations truffées de socialistes s'élargira. Le dialogue sera rompu : un ministre MR, DéFI, CDH ou Ecolo aura tendance à ne pas suivre les recommandations d'un directeur général socialiste. »

Mise en coupe réglée

Au sommet de la pyramide administrative, le dernier parachutage en date illustre une fois de plus le phénomène de mainmise : Bety Waknine (PS), ex-directrice de cabinet adjointe du ministre-président Rudi Vervoort, a été promue, le 18 avril, directrice générale de Bruxelles Urbanisme et Patrimoine (BUP), une nouvelle administration détachée du Service public régional. « Avant même le terme du processus de sélection, auquel ont participé 5 ou 6 candidats issus du cabinet Vervoort ou de l'administration, il se murmurait que Bety Waknine, qui cumule déjà plusieurs mandats dans des organismes publics bruxellois, serait l'heureuse élue, confie un fonctionnaire. Pourtant, elle ne figurait pas en tête du classement des candidats et n'avait pas d'expérience de management, ce qui pose question quand le job vous destine à diriger 250 personnes. » Pour le Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative (Gerfa), cette désignation « semble anticiper une mise en coupe réglée partisane ».

Le « saucissonnage » en cours du Service public régional de Bruxelles et la création de nouvelles structures externes suscitent un profond malaise au sein de la fonction publique bruxelloise : les départs et burnout d'agents ont accentué la démotivation d'autres fonctionnaires, inquiets du sort qui leur sera réservé dans les restructurations en cours. La réorganisation, qui touche aussi les secteurs de la fiscalité, de la fonction publique et de l'Invest&Export, est jugée coûteuse et inutile (*voir l'enquête du Vif/L'Express du 31 mars dernier*). Elle viserait surtout, estiment nos sources, à caser des cabinetards. Ainsi, il a été décidé de pouvoir « diverger des modalités de recrutement des membres de personnel pendant une période de six mois », « afin de garantir le bon fonctionnement du SPRB Fiscalité ». Pour la députée Zoé Genot, cheffe de groupe Ecolo au parlement bruxellois, cette mesure est une « autorisation de politiser un maximum pendant six mois ».

Vervoort aux manettes

Rudi Vervoort est aux commandes de la réforme, en duo avec Guy Vanhengel, ministre Open VLD en charge des Finances et du Budget. Ces deux poids lourds du gouvernement bruxellois pèsent depuis longtemps sur les nominations aux principales fonctions de l'administration. Ainsi, Bruxelles Fiscalité et Bruxelles Logement ont à leur tête des directeurs généraux

Open VLD, Dirk De Smedt et Arlette Verkruyssen, tandis que les chefs des autres départements sont presque tous issus du sérail socialiste : Julie Fiszman, directrice générale de Bruxelles Finances et Budget, est une ancienne députée PS ; Jean-Paul Gailly, lui aussi étiqueté PS, dirige Bruxelles Mobilité, l'une des plus grosses administrations régionales, aujourd'hui en crise ; Rochdi Khabazi, nouveau DG de Bruxelles Pouvoirs locaux, est un ancien attaché aux cabinets des ministres-présidents PS Charles Picqué et Rudi Vervoort...

De même, l'agence Bruxelles-Propreté, qui compte 600 agents, a à sa tête Vincent Jumeau, un ancien collaborateur du député-bourgmestre PS de Saint-Josse Emir Kir quand ce dernier était secrétaire d'Etat bruxellois en charge de la Propreté publique. Si Parking.brussels est dirigée par le SP.A Eric Dubois, la présidence de cette nouvelle agence régionale pour le stationnement a été offerte au Schaerbeekois Jean-Pierre Van Gorp, passé en 2006 du FDF au PS. Certes, Visit.brussels, l'organisme qui assure la promotion de la capitale auprès des touristes et des organisateurs de congrès, a à sa tête un directeur sans étiquette, Patrick Bontinck, mais il est sous la tutelle de Laurette Onkelinx, présidente du CA. « De plus, au poste clé de directeur des événements, on trouve un autre socialiste, Micha Kapetanovic, ancien du cabinet du ministre-président Picqué », note un organisateur de salons.

Bastions socialistes

Autre bastion du PS : Homegrade.brussels, qui regroupe, depuis mars, l'asbl Centre urbain – présidée jusqu'il y a peu par Bety Waknine – et le guichet d'information Maison de l'énergie. Fabrice Cumps, échevin PS à Anderlecht, est l'administrateur délégué et le vice-président de la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB), l'organisme pararégional de type B chargé du logement social. Pour sa part, Serge Vilain, ancien chef de cabinet de Philippe Moureaux (PS), est président du comité de direction de la SA de droit public Finance.brussels, ex-Société régionale d'investissement (SRIB), avec un salaire de près de 300 000 euros brut par an. Mohammed Jabour, lui, peut arrondir son salaire d'échevin socialiste de Saint-Josse-ten-Noode avec son mandat de président du Port de Bruxelles.

Avec ses 25 % obtenus aux dernières élections régionales (2014), le PS exerce ainsi une mainmise quasi totale sur les

structures régionales et pararégionales et ne laisse que les miettes aux autres partis de la coalition (DéFI, CDH, Open VLD, CD&V, SP.A). Si Bruxelles Environnement (plus de 600 fonctionnaires) a pour directeur général Frédéric Fontaine, ancien chef cab' de la ministre Ecolo de l'Environnement Evelyne Huytebroeck, cette nomination remonte à l'époque où les verts faisaient encore partie de l'attelage gouvernemental bruxellois. Même le patron de la Stib, Brieuc de Meeûs, sans étiquette politique, n'échappe pas à la tutelle socialiste : Yonnec Polet, secrétaire fédéral de la fédération bruxelloise du PS, a été placé en septembre dernier à la vice-présidence du conseil d'administration de la société des transports publics bruxellois (mandat rémunéré). Mission assignée à ce proche de Laurette Onkelinx : marteler le discours socialiste en matière de mobilité dans la capitale et faire avancer les projets chers au parti, comme l'extension du métro lourd vers le nord.

Quelques remous...

D'autres exemples montrent à quel point le placement politique est devenu un véritable sport socialiste : en juillet 2013, l'ex-députée PS Olivia P'tito a pris la direction générale de → Bruxelles Formation, l'organisme public chargé de la formation professionnelle francophone en Région bruxelloise. Malgré le confortable salaire qu'elle reçoit pour cette fonction et le caractère volontaire de sa réorientation professionnelle, la Molenbeekoise a réclamé ses indemnités de sortie en tant que députée depuis 2004. Soit, la bagatelle de 150 000 euros brut environ, divisés en mensualités. Son attitude avait relancé le débat sur les parachutes dorés accordés aux parlementaires, même en cas de départ volontaire.

La nomination, en 2011, de Grégor Chapelle, ex-échevin PS de Forest, à la tête d'Actiris, l'Office régional de l'emploi, a elle aussi provoqué des remous. En janvier 2012, le CDH a obtenu, en contrepartie, le poste de secrétaire général de l'administration bruxelloise, détenu jusque-là par un socialiste. Mais le candidat choisi, Christian Lamouline, ancien chef du ministre CDH Benoît Cerexhe, voit aujourd'hui son département, Bruxelles Coordination régionale (la logistique de l'administration, soit 400 agents), largement démantelé, avec la création de trois nouvelles directions générales (international, informatique, RH) qui échappent à son autorité directe. Christian

Lamouline ne conserve cette autorité que sur quelques dizaines d'agents des services juridiques, qualité et communication.

Mainmise PS sur les OIP

Des socialistes francophones ont également été placés à la tête des nouveaux organismes d'intérêt public (OIP) créés afin de court-circuiter l'administration bruxelloise. Jamil Araoud, ex-conseiller au cabinet Vervoort, est, depuis avril 2016, aux commandes de Bruxelles Prévention et Sécurité (BPS), un centre régional de crise mis en place face à la menace terroriste. Gilles Delforge, ex-chef de cabinet de l'ancien bourgmestre PS de Bruxelles Freddy Thielemans, pilote la Société d'aménagement urbain (SAU), chargée de valoriser notamment les sites Josaphat à Schaerbeek, Delta à Auderghem et l'hippodrome de Boitsfort. Christophe Soil, chef de cabinet adjoint de Laurette Onkelinx lorsqu'elle était ministre de la Santé, dirige Perspective.brussels, le bureau bruxellois de planification.

Ce gros bidule créé en 2015 compte six directeurs et une centaine d'agents. Il englobe notamment l'ex-Agence de développement territorial (ADT), une asbl créée sept ans plus tôt en remplacement d'un service administratif et considérée à l'époque comme un « fief socialiste ». Organisme d'intérêt public de type A, Perspective.brussels dépend directement du ministre-président Vervoort, alors que la gestion d'un organisme de type B aurait été placée sous la tutelle de tous les ministres bruxellois compétents.

L'urbanisme sous contrôle

Toutes ces entités ont l'avantage de ne pas devoir se plier aux règles imposées aux administrations en matière de marchés publics, d'exigence du bilinguisme lors d'un recrutement... Elles facilitent aussi la pratique du copinage politique. « Que faut-il comprendre ? s'interroge la députée Ecolo Zoé Genot. Les ministres socialistes et Open VLD souhaitent avoir des agences entièrement à leur botte ? Un OIP, c'est plus d'indé-

pendance, la soumission à un seul ministre, un contrôle parlementaire beaucoup plus difficile, de nombreux postes à pourvoir de directeur, de commissaire de gouvernement, de président de conseil d'administration... Quoi qu'il arrive, que le PS soit dans la majorité ou dans l'opposition, il a dans ses mains tous les outils de contrôle du foncier, de l'aménagement du territoire, des nouvelles zones urbaines, de l'urbanisme. Politiquement, c'est juste énorme ! »

Depuis 2013, la société de droit public Citydev (ex-SDRB), responsable du développement urbain bruxellois, a à sa tête Benjamin Cadranel, ex-directeur de cabinet de Charles Picqué du temps où ce dernier était ministre-président. Conseiller communal PS à Uccle, Benjamin Cadranel a aussi été, en 2003 et 2004, expert au cabinet de l'ex-vice-Première Laurette Onkelinx. « Conséquence de la mainmise socialiste sur Citydev, Perspective.brussels, la Société d'aménagement urbain et d'autres organismes publics régionaux de ce type : les entrepreneurs, ingénieurs, architectes, graphistes et autres bureaux d'experts choisis pour des marchés publics sont toujours les mêmes, glisse un chef d'entreprise. Ce sont les "petits copains" de camarades du PS. Les autres fournisseurs de services ne répondent même plus aux appels d'offres, car ils savent à l'avance n'avoir aucune chance d'être sélectionnés. »

Neo, musée Citroën, Vivaqua

Toujours dans le domaine du développement urbain, les hommes du PS sont aux commandes du réaménagement du plateau du Heysel. Henri Dineur, lui aussi ancien chef de cabinet de Charles Picqué, préside le conseil d'administration de la SCRL Neo, qui gère ce projet de grande ampleur pour la Région et la Ville de Bruxelles. Sont prévus sur le site, à l'horizon 2022, le mégacentre commercial Mall of Europe, des logements, des crèches, des bureaux et des espaces de loisirs. Parmi les administrateurs de la société Neo figurent Philippe Close, le nouveau bourgmestre PS de Bruxelles, et le socialiste Gilles

Delforge, directeur de la SAU. Son frère, Denis Delforge, lui aussi proche de Close, est le CEO de Brussels Expo, le groupe gestionnaire des salles de spectacle Palais 12, Cirque royal et La Madeleine.

Un autre grand « pôle culturel » bruxellois, encore virtuel, est géré par les socialistes : le musée d'art moderne et contemporain soutenu par le Centre Pompidou (15 000 mètres carrés) et le centre international d'architecture (10 000 mètres carrés). Les deux projets devraient voir le jour à l'horizon 2020 dans l'ancien garage Citroën, le bâtiment emblématique de la place de l'Yser, acquis par la SAU. En septembre dernier, Yves Goldstein, ex-chef de cabinet du ministre-président Rudi Vervoort et proche de Laurette Onkelinx, est devenu, sans procédure de désignation, le responsable du futur musée.

La nomination de la socialiste Laurence Bovy à la direction de Vivaqua, en décembre dernier, a fait couler plus... d'encre. Et pour cause : le cabinet de chasseurs de têtes Egon Zehnder, mandaté pour recruter le patron de l'intercommunale bruxelloise de distribution d'eau (entreprise publique aujourd'hui au cœur d'une polémique sur les « rémunérations excessives » accordées aux membres de son conseil de gérance, dont l'ex-bourgmestre de Bruxelles-Ville Yvan Mayeur) avait classé à la troisième place sur trois candidats l'ex-directrice de cabinet de l'ancienne vice-Première Laurette Onkelinx. Certains se sont alors demandé si déboursier la bagatelle de 50 000 euros pour s'offrir les services d'un chasseur de têtes avait un sens, puisqu'il n'a pas été tenu compte de ses conclusions. Ejecté ou pas de la majorité à Bruxelles, le PS est à la manœuvre à tous les étages... et pour longtemps ! ♦

